



Institut  
économique  
de Montréal

Des idées pour enrichir le Québec

# RAPPORT ANNUEL 2008



RAPPORT ANNUEL 2008

En 2008, il manquera 2643 infirmières pour répondre aux besoins du système public selon les estimations du ministère de la Santé et des Services sociaux, soit 3,8 % du total des membres de la profession au Québec<sup>1</sup>. Ce nombre inclut les effectifs nécessaires pour compenser les départs à la retraite, les cessations d'emploi et l'accroissement de la demande de services de santé dû au vieillissement de la population. On prévoit que le déficit de personnel passera graduellement à 8753 infirmières en 2017 à 16 532 en 2018<sup>2</sup>. Pour relever ce défi, le ministère de la Santé mise principalement sur l'embauche de nouvelles infirmières de la

Institut  
économique  
de Montréal  
Des idées pour enrichir le Québec

## LES FONDS DE CAPITAL DE RISQUE DE TRAVAILLEURS : UNE RÉÉVALUATION QUI S'

Les programmes de sociétés de capital de risque de travailleurs (SCRT), qui existent depuis le début des années 1980, n'ont fait l'objet d'aucune modification importante en dépit des changements survenus à l'environnement du financement des petites et moyennes entreprises qui était leur raison d'être. La création des SCRT repose sur la justification suivante : les entreprises de petite taille éprouveraient des difficultés à se financer, en raison surtout d'un déficit de l'offre de capital dédié à ce type d'entreprises. De nombreux arguments plaident pour un réexamen de ce mode d'intervention qui a d'ailleurs été mené par

### Le financement des sociétés en croissance

Le gouvernement du Québec a formé une commission sur la capitalisation<sup>3</sup> pour étudier la situation du financement de ces entreprises, ainsi que l'environnement concurrentiel. L'absence d'un réseau de capital à fort potentiel et les difficultés d'accès aux marchés publics d'actions pour les sociétés de petite taille. Cependant, comme nous l'expliquons ci-dessous, l'évolution des marchés publics d'actions et de l'offre de capital de risque remet en cause la nécessité de l'intervention de l'État dans ce domaine.

Les marchés publics d'actions

entreprises peuvent également être financées en faisant l'acquisition de la part de la société déjà inscrite (prise de contrôle) en utilisant une société d'investissement. Le résultat de ce processus est double : les inscriptions sont très nombreuses et elles sont effectuées par des investisseurs étrangers. De 1986 à 2007, 5000 entreprises sont entrées en Bourse au Canada. Chaque année, en moyenne, 259 entreprises canadiennes accèdent à la Bourse, ce qui représente plus de 259 entreprises américaines dans un marché plus vaste. La taille médiane est de 3 millions de dollars dans la moitié





L'INSTITUT ÉCONOMIQUE DE MONTRÉAL (IEDM) EST UN ORGANISME DE RECHERCHE ET D'ÉDUCATION INDÉPENDANT, NON PARTISAN ET SANS BUT LUCRATIF. PAR SES ÉTUDES ET SES CONFÉRENCES, L'IEDM ALIMENTE LES DÉBATS SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES AU QUÉBEC ET AU CANADA EN PROPOSANT DES RÉFORMES CRÉATRICES DE RICHESSE ET FONDÉES SUR DES MÉCANISMES DE MARCHÉ.

**LE CONSEIL  
D'ADMINISTRATION**  
(au 31 décembre 2008)

HÉLÈNE DESMARAIS  
*Présidente du Conseil*

DANIEL AUDET  
ÉRIC BOYKO  
MARCEL BOYER  
LÉON COURVILLE  
STÉPHAN D. CRÉTIER  
MARCEL DUTIL, C.M.  
DONALD J. JOHNSTON  
DR LÉO-PAUL LANDRY  
BERNARD LORD  
JEAN-PIERRE OUELLET  
ADRIEN D. POULIOT  
YVES RABEAU  
JEREMY H. REITMAN  
*Administrateurs*

**LE PERSONNEL**  
(au 31 décembre 2008)

MARCEL BOYER  
*Président par intérim*  
*Vice-président et économiste en chef*

ANDRÉ VALIQUETTE  
*Directeur des communications*

FRANCIS DUMOUCHEL, *coordonnateur des publications*  
GILLES GUÉNETTE, *webmestre*  
BENNIE PETKOVA, *adjointe aux événements*  
MYLÈNE PROVENCHER, *adjointe aux communications*  
KATHERINE VANDA, *coordonnatrice du développement*



**Institut économique de Montréal**  
1010, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H3A 2R7

Téléphone ► 514 273-0969  
Télécopieur ► 514 273-2581  
Site Web ► [www.iedm.org](http://www.iedm.org)

# MESSAGE

## DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL

**N**ous vivons le choc d'une importante crise financière et d'une récession économique à l'échelle mondiale. Bien que certaines interventions gouvernementales aient probablement été requises, l'Institut économique de Montréal (IEDM) est loin d'être certain que le « keynésianisme débridé » auquel nous assistons soit nécessairement la meilleure façon de se sortir de la présente crise. L'importance de think tanks indépendants comme l'IEDM est donc cruciale afin d'apporter une diversité de points de vue à l'occasion de ces importants débats politico-économiques.

Après le départ de M. Paul Daniel Muller à titre de président de l'IEDM en juillet 2008 après une présidence de 22 mois marquée par plusieurs belles réalisations, le conseil d'administration a choisi une valeur sûre. Nous avons en effet décidé de confier à Michel Kelly-Gagnon la mission de reprendre les rênes de l'Institut, après qu'il ait présidé avec succès à son développement, de 1999 à 2006. C'est en novembre 2008 que Michel a accepté de revenir chez nous et il reprendra ses fonctions à partir du début du mois de février 2009 afin de donner un préavis approprié au Conseil du patronat du Québec (CPQ).

En effet, au cours des trois dernières années, Michel a dirigé le CPQ, la plus importante organisation d'employeurs au Québec. Il est un leader dynamique et enthousiaste avec une solide compréhension des enjeux qui sous-tendent la croissance économique du Québec et du Canada. Son expérience à la tête de l'Institut pendant près de sept années, bonifiée par celle de principal porte-parole des entreprises du Québec, a constitué un élément décisif en faveur de sa candidature. Son réseau de contacts étendu représentera aussi

un atout important pour que l'IEDM franchisse une autre étape dans son développement en cette période où la levée de fonds est loin d'être chose facile. Je me joins aux membres du conseil d'administration pour lui souhaiter un bon retour parmi nous et l'assurer de notre plein appui pour relever ce nouveau défi.

J'en profite également pour remercier Marcel Boyer, vice-président et économiste en chef, qui a assuré la présidence par intérim pendant plusieurs mois.

L'IEDM se finance pour l'essentiel par des dons privés provenant de fondations, d'entreprises et d'individus. Pour assurer son indépendance, l'IEDM ne sollicite aucun financement gouvernemental, car son rôle consiste à analyser et parfois, à critiquer, les décisions des gouvernements. De plus, il ne réalise pas de recherche commanditée au bénéfice d'une entreprise ou d'un groupe en particulier.

C'est l'appui constant de nos donateurs qui a permis à l'Institut économique de Montréal de devenir ce qu'il est aujourd'hui, car le volume et la qualité des activités de l'IEDM dépendent de sa capacité à se financer. En décembre 2008, l'IEDM a été classé 10<sup>e</sup> parmi 148 think tanks pour la qualité de son travail par le Department of International Relations de l'University of Pennsylvania. Qui plus est, les think tanks qui nous ont dépassés disposent de ressources considérables, de deux à cinquante fois celles de l'IEDM. Je vous invite donc à maintenir votre soutien à un des think tanks les plus influents au Canada et dans toute la francophonie.

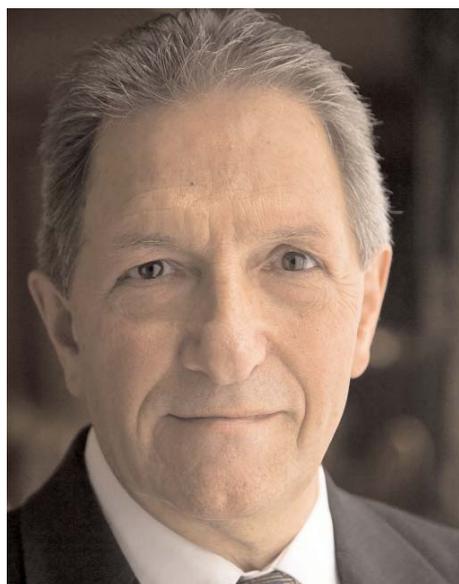


**HÉLÈNE  
DESMARAIS**

# MESSAGE

## DU PRÉSIDENT PAR INTÉRIM

Deux des principaux critères pour évaluer l'impact d'une boîte à idées comme l'Institut économique de Montréal (IEDM) sont la pertinence de ses publications et le rayonnement de celles-ci. À cet égard, nous sommes très fiers de l'année 2008.



MARCEL  
BOYER

En effet, l'IEDM a publié 16 Notes économiques ou Cahiers de recherche, a tenu 9 événements publics, et ses chercheurs ont participé à 29 événements organisés par des tiers, à titre de conférenciers ou de panélistes. L'IEDM a obtenu 2359 mentions dans les médias, ce qui ne dément pas notre réputation, selon certains, de source la plus « surexposée » au Québec.

Nous assumons cet honneur avec plaisir!

Laissez-moi vous rappeler quelques faits d'armes intéressants.

### DEUX IMPORTANTS SUCCÈS MÉDIATIQUES

Les deux projets suivants démontrent que l'IEDM est perçu par les médias comme une source fiable d'idées originales pour réformer les politiques publiques.

À la demande du *Journal de Montréal* et du *Journal de Québec*, l'IEDM a préparé un supplément intitulé

« *Onze idées pour secouer le Québec* », ou, si vous voulez, *Onze idées pour créer de la richesse au Québec*. Chacune de nos propositions a été abondamment discutée à la radio ou à la télévision, y compris par des membres du gouvernement. Par exemple : payer les fonctionnaires au rendement, hausser les prix de l'hydroélectricité et baisser les impôts de 800 \$ par famille pour chaque augmentation d'un cent /kWh, créer 25 écoles de performance pour contrer le décrochage scolaire avec un corps d'élite d'enseignants recrutés selon leurs compétences.

Ensuite, le 1<sup>er</sup> novembre, à un an jour pour jour des élections municipales à Montréal, l'IEDM a publié avec le *Journal de Montréal* « *Dix chantiers pour faire de Montréal une vraie métropole* ». Ces propositions pour dynamiser Montréal ont fait l'objet de nombreux débats dans les jours qui ont suivi, notamment avec le maire de Montréal et le chef de l'opposition. Parmi nos propositions pour Montréal : accroître son autonomie fiscale, développer le tourisme médical, revaloriser le parc urbain résidentiel en vendant les HLM et en favorisant un choix de logement pour les familles démunies.

### ÉCOUTE : UN RAYONNEMENT IMPORTANT

Les textes d'opinion des économistes de l'IEDM, ainsi que des comptes rendus et des commentaires sur les études qu'il publie ont été repris dans 70 quotidiens du Québec et du Canada, dont tous les quotidiens importants, sans exception. Nous

## MESSAGE DU PRÉSIDENT PAR INTÉRIM

avons publié 79 textes d'opinion différents dans 153 journaux ou sites Web. Les économistes ou dirigeants de l'IEDM ont accordé 572 entrevues, pour un total de presque 17 heures de radio et de plus de 19 heures de télévision. La fréquentation de notre site Web est en progression continue, avec 480 539 visiteurs uniques et près de trois millions de pages téléchargées.

La somme du lectorat et de l'auditoire des médias associés à chacune de nos mentions dans les médias s'est élevée à 647 412 517, contre 557 759 593 en 2007, en hausse de 16 %. Ces chiffres représentent les points de rencontre possibles entre l'IEDM et les lecteurs et auditeurs. Cette nouvelle mesure permet de tenir compte de la portée des médias qui nous couvrent.

### DES IDÉES ORIGINALES

Pour mieux rejoindre le grand public, nous avons produit des **capsules d'information économique** qui expliquent en des termes simples une donnée économique. Quatre-vingt-seize capsules différentes ont été publiées en 2008 dans le quotidien Métro et dans une vingtaine d'hebdomadaires du groupe Quebecor.

Le concours de rédaction **Idée entrepreneuriale George Petty** vise à susciter l'émergence de solutions innovatrices. La deuxième édition du concours a donné lieu à une publication sur l'eau comme ressource stratégique pour le développement économique du Québec.

Le programme **Jeunes Leaders** permet à des futurs leaders d'opinion de débattre de politiques publiques. Trois séminaires ont réuni chacun une quinzaine d'étudiants et de jeunes professionnels.

### DES IDÉES QUI FONT LEUR CHEMIN

#### Crises

Sur la crise alimentaire mondiale et plus récemment, sur la crise financière, nous avons publié plusieurs Notes et textes d'opinion et donné des centaines d'entrevues, pour cerner les effets néfastes du protectionnisme et de la réglementation. Par ailleurs, nous avons tenu un débat avec Charles Sirois et Jean-Luc Landry sur les prises de contrôle étrangères d'entreprises canadiennes.

#### Système financier

Nous avons aussi tenu deux événements, dont un à Toronto, pour débattre de la structure de réglementation des valeurs mobilières. Par la suite, nous avons publié, dans le *National Post* et *La Presse*, une position qui conjugue les avantages du régime passeport actuel et de la proposition fédérale d'organisme unique.

#### Fiscalité

Des économistes de l'IEDM ont proposé de hausser la TVQ de deux points et de baisser les impôts de 2 G\$, d'abolir immédiatement la taxe sur le capital et de sabrer d'autant les programmes inefficaces de subventions aux entreprises. Nous avons aussi remis en question les généreux programmes canadiens de

**Carole Beaulieu, éditorialiste, L'actualité** - 15 novembre 2008  
*La publication de ce palmarès fait entrer le Québec dans le club des États où plus d'un classement d'écoles est publié chaque année. (...) Nous avons opté pour le classement de l'IEDM, parce qu'il offrait un regard plus approfondi et plus novateur sur la performance des écoles.*

**James Mennie, chroniqueur, The Gazette** - 6 juin 2008  
*Perhaps the most eloquent argument against Montreal's erecting bridge tolls to finance its own transit network didn't come from a politician or disgruntled motorist but an economist. In March of this year, Mathieu Laberge examined the viability of a return to tolls on Quebec's roads and highways in a paper produced for the Montreal Economic Institute.*

**Henry Aubin, chroniqueur, The Gazette** - 5 avril 2008  
*[Marcel] Boyer is that rarest of Montreal economists. He regularly makes jargon-free observations on a broad range of topics relevant to the city (...) Now, in a paper published by the Montreal Economic Institute, of which he is vice-president, he pitches a way to head NIMBY off at the pass.*

**Alain Dubuc, chroniqueur, La Presse** - 5 mars 2008  
*L'Institut économique de Montréal joue souvent un rôle de mouche du coche. Cet organisme de recherche indépendant, qui défend les valeurs d'une économie de marché, pose des questions que le Québec, bien confortable dans son consensus, préfère ne pas trop se poser. L'IEDM lance des pavés dans la mare et brasse un peu la cage. C'est une contribution plus qu'utile.*

se source des conflits de travail. Ces arguments sont encore toujours valables, mais les études effectuées depuis montrent qu'en général la durée des grèves n'a pas été écourtée. De plus, les effets des dispositions anti-licenciement de grève sont loin d'être positifs, aussi bien pour les travailleurs qu'ils ont cessés protéger que pour l'économie en général.

## MESSAGE DU PRÉSIDENT PAR INTÉRIM

crédits d'impôt aux fonds de travailleurs, dont le Fonds de solidarité FTQ au Québec, qui sont moins efficaces que d'autres approches pour soutenir les entreprises émergentes.

### *Tarification*

Une étude de l'IEDM a proposé d'instaurer des péages sur l'ensemble des autoroutes du Québec pour garantir un financement stable de son entretien, minimiser les embouteillages par une tarification différenciée et freiner la croissance de l'endettement public. Cette étude a généré 199 mentions dans les médias, y compris la une des quotidiens *The Gazette* et *La Presse*. Dix éditorialistes et chroniqueurs de partout au Québec l'ont commentée. L'IEDM a aussi proposé d'augmenter les tarifs d'électricité et d'accorder des réductions proportionnelles d'impôt.

### *Exportation d'eau douce*

Nous nous sommes attaqués à cette nouvelle vache sacrée. Exporter de l'eau douce à grande échelle serait une source colossale de création de richesse pour le Québec et le Canada. Notre cahier de recherche et un débat public tenu avec des opposants a fait des vagues, des Maritimes jusqu'en Colombie-Britannique, dans tous les grands quotidiens anglophones et francophones du pays.

### *Santé*

Depuis plusieurs années, l'IEDM informe la population à propos des limites de notre système de santé



LES CONFÉRENCIERS AU DÉBAT  
SUR L'EXPORTATION DE L'EAU :  
PIERRE-OLIVIER PINEAU, HEC MONTRÉAL,  
FRÉDÉRIC LASERRE, UNIVERSITÉ LAVAL,  
MARCEL BOYER, IEDM,  
LE 27 AOÛT 2008

monopolistique et propose des solutions de rechange fondées sur des mécanismes de marché. Nous avons publié une enquête sur la disponibilité des infirmières pour la pratique mixte qui suggère que la pénurie d'infirmières est causée par une organisation du travail inefficace et que les infirmières ont une disponibilité de réserve pour le secteur privé. Une autre étude de l'IEDM et une conférence sur le système de santé en France ont fait connaître que les hôpitaux privés à but lucratif y jouent un rôle essentiel à l'intérieur d'un régime de santé public.

Le Rapport Castonguay sur le financement des soins de santé a préconisé l'assurance-maladie privée pour tous les soins et la mixité de la pratique médicale, que nous favorisons depuis plusieurs années. Par ailleurs, l'opposition officielle a déposé au printemps un projet de loi pour la mixité public-privé.



LES CONFÉRENCIERS AU DÉBAT SUR LES  
PRISES DE CONTRÔLE ÉTRANGÈRES :  
STÉPHANE LAVALLÉE, ÉDITEUR,  
LES AFFAIRES (ANIMATEUR),  
JEAN-LUC LANDRY, LANDRY MORIN INC.,  
CHARLES SIROIS, TÉLÉSYSTÈME LTÉE,  
LE 20 MAI 2008

### Éducation

Cette année 2008 a marqué une refonte complète du populaire Palmarès des écoles secondaires, préparé par l'IEDM et publié dans le magazine *L'actualité*. Nous tenons compte davantage de l'importance du milieu socio-économique des élèves et de leur sélection à l'entrée. Nous sommes maintenant capables de mieux cerner la contribution réelle des écoles à la réussite, ce qui a été reconnu par plusieurs chroniqueurs. Comme les autres années, cette étude a connu un large rayonnement médiatique.



Une Note économique de l'IEDM a aussi proposé une augmentation asymétrique des frais de scolarité, c'est-à-dire différenciée selon les programmes d'études, dans le but d'améliorer le financement et de retenir les meilleurs professeurs. Une autre idée que nous avons lancée : déréglementer complètement les frais de scolarité des étudiants étrangers et laisser ces nouveaux revenus aux mains des universités, qui auront une incitation plus forte pour s'internationaliser.

### Main-d'oeuvre

Une Note économique a proposé de créer un diplôme de 3<sup>e</sup> secondaire pour réduire la proportion de jeunes qui abandonnent l'école sans formation leur permettant d'accéder au marché du travail. Les cégeps se concurrenceraient afin d'offrir des programmes de formation profes-

sionnelle et technique de durée variable.

Nous avons aussi suggéré de permettre aux assistés sociaux d'acquérir une expérience de travail rémunérée en transformant une partie de leur prestation en travail salarié dans le secteur public. De plus, nous sommes revenus avec l'idée de hausser graduellement l'âge de la retraite à 67 ans afin d'atténuer la pénurie de main-d'œuvre et de réduire l'impact du vieillissement sur les finances publiques.

### Efficacité des services publics

Nous sommes intervenus à plusieurs reprises pour soumettre le secteur public à la concurrence, y compris dans les transports en commun, afin d'augmenter la productivité et l'expertise de ces services, avec un système d'étalonnage s'inspirant de l'expérience de pays anglo-saxons.

### Éducation sur le libre marché

À l'occasion de la Saint-Valentin, l'IEDM a publié une Note économique analysant le comportement des usagers du populaire site de rencontre RéseauContact. En vulgarisant les concepts économiques de base (offre et demande, coût de renonciation, rareté, etc.), cette initiative s'inscrit dans notre mission d'éducation. Elle a obtenu un vif succès dans les médias en plus de nous permettre d'atteindre notre objectif de rejoindre un public nouveau. Nous avons notamment accordé des entrevues à l'émission de Christiane Charette à Radio-Canada et à celle de Julie Pelletier, sexologue, au 98,5FM.

## MESSAGE DU PRÉSIDENT PAR INTÉRIM



LÉON COURVILLE ANIME LE DÉBAT  
SUR L'EXPORTATION DE L'EAU,  
LE 27 AOÛT 2008

Les projets d'investissement, notamment industriels et énergétiques, font souvent face au syndrome « pas dans ma cour ». Pour surmonter cet obstacle et favoriser l'investissement créateur de richesse, une Note économique a proposé un nouveau mécanisme qui amènerait les populations locales concernées à révéler le véritable prix de leur consentement aux projets. Des mécanismes de marché décentralisés telles les enchères seraient préférables aux procédures de décision centralisées qui reposent sur les interventions politiques des parties prenantes.

Tout ce que nous publions est disponible gratuitement sur le site Web de l'Institut.

### INTERVENTIONS SUR DIVERSES TRIBUNES

En plus des événements organisés par l'IEDM, ses économistes sont invités régulièrement à prendre la parole sur d'autres tribunes, ce qui est un signe de l'écoute dont nos propositions font l'objet. Rappelons que l'IEDM est un organisme indépendant et non partisan et que ses chercheurs sont heureux de communiquer les résultats de leurs travaux devant toutes les organisations qui en font la demande, y compris les partis politiques. Nous avons établi un record en étant invités à 29 événements. En plus de divers forums, mentionnons le 30<sup>e</sup> Congrès des membres du Parti libéral du Québec, la Commission des jeunes de l'ADQ (dans le cadre du Congrès 2008), l'assemblée

annuelle de l'Institut pour le partenariat public-privé, le Congrès 2008 de l'Association des économistes québécois ainsi que diverses assemblées des chambres de commerce du Québec, de Montréal et de la ville de Québec.

### FINANCEMENT : UNE ANNÉE DE TRANSITION QUELQUE PEU DIFFICILE

En 2008, nos revenus se sont élevés à 1 023 411 \$. Les charges ont atteint 1 292 753 \$, ce qui engendré une perte de 269 342 \$ qui a été assumée par les modestes réserves de l'Institut. Pour l'essentiel, nos dépenses étaient maîtrisées, mais la chute de nos revenus de dons a été plus importante que prévu. Le départ de Paul Daniel Muller en juillet 2008 a notamment ralenti la collecte de fonds auprès de nos supporteurs pendant plusieurs mois. L'arrivée de Michel Kelly-Gagnon en février 2009 aura très certainement un impact positif pour redresser notre financement.

L'IEDM a déménagé en décembre pour se rapprocher de ses supporteurs. Nous avons désormais pignon sur rue au centre-ville, au 1010, rue Sherbrooke Ouest. Nous avons réussi à conclure une bonne affaire : la sous-location d'un local plus petit, mais pratique. Vous y serez toujours les bienvenus.

Enfin, c'est avec plaisir que je salue l'engagement de toute notre équipe en faveur de l'IEDM.



TORONTO : LA TABLE D'HONNEUR AU  
DÉBAT TENU À SUR LA RÉGLEMENTATION  
DES VALEURS MOBILIÈRES,  
LE 17 SEPTEMBRE 2008



CONFÉRENCE DE VICTOR MENESSIER,  
PRÉSIDENT DE LA CLINIQUE DE SANTÉ  
VAUBAN EN FRANCE,  
LE 16 OCTOBRE 2008